LA PRESSE EN REVUE…

LUNDI 24 MARS 2014

SOMMAIRE

1) En finir
2) Ils sont en tête…
3) Candidats cumulards ?!
4) Pas encore gagné…
5) …mais oui !

Gérard Diez La Presse en Revue

I) En finir avec le système Sarkozy et avec l'Etat profond

Nicolas Sarkozy. © Reuters

Par François Bonnet

Une réforme d'envergure de la justice n'y suffira pas. Ce que révèle le nouveau scandale Sarkozy est la construction d'un État profond où l'ex-chef de l'État dispose de relais dans tous les secteurs de la haute fonction publique. Reconstruire un État impartial : c'est une révolution institutionnelle que le pouvoir doit engager.

Il y a tout juste un an, le 19 mars 2013, François Hollande était contraint de se débarrasser de Jérôme Cahuzac, après quatre mois de mobilisation du gouvernement et de l'appareil d'État pour tenter de sauver le ministre de la fraude comme du mensonge fait à la République et aux Français. On sait la suite : une loi dite de moralisation de la vie politique, adoptée à l'hiver 2013 et dont nous avons à de multiples reprises souligné les insuffisances. Des déclarations de patrimoine des élus qui ne pourront pas être publiées ; des situations de conflits d'intérêts toujours tolérées ; des instances de contrôles insuffisamment renforcées ; un procureur financier sans grands moyens et déjà sous le feu de la droite... Voilà donc l'état des lieux de cette « moralisation » (lire ici et ici).

Un an plus tard, les affaires ne viennent pas cette fois de la gauche mais remettent au centre d'une République abîmée par la corruption et les manœuvres de tout ordre, Nicolas Sarkozy. Sarkozy, mais pas seulement lui : ses avocats, ses conseillers, ses proches, ses frères d'armes en politique et ses relais, anciens ou actuels, à tous les niveaux de l'appareil d'État.

Ces deux événements, parce que le premier concerne le pouvoir actuel et le second l'ancien pouvoir, devraient convaincre qu'il est grand temps d'engager en France une réforme d'envergure des principaux étages de nos institutions sauf à voir notre pays sombrer dans une sorte de berlusconisme à la française ou s'en remettre au pire, c'est-à-dire à l'extrême droite. Le contrat citoyen passé avec la République n'a jamais été ainsi piétiné. Que les responsables politiques se saisissent de cette crise le temps de quelques réformettes ou opportunités – électorales si possible –, puis détournent très vite le regard ne peut plus être une réponse. C'est une « Opération mains propres » à la française qu'il est urgent d'engager.

Il est inutile de mettre pour cela droite et gauche sur le même podium de l'indignité nationale. Les affaires multiples d'un Sarkozy en bande organisée sont d'une tout autre ampleur que les fraudes fiscales cachées d'un ministre socialiste. Mais la présidence de la République n'est pas seule touchée. Les partis le sont tout autant, puisque nous avons découvert ces dernières années, au fil des affaires et informations judiciaires, que le financement public de la vie politique n'offre plus aucune garantie de transparence et de légalité. Le rejet des comptes de campagne du candidat Sarkozy 2012, les bagarres à droite sur les trous noirs de la comptabilité de l'UMP, l'enquête préliminaire ouverte sur les finances de ce parti via les contrats passés avec Bygmalion, avec soupçons de fausses factures et d'enrichissement, les mystères inexplorés du « Sarkoton », tout cela constitue une bombe à fragmentation.

Il en est de même au Front national où les partis de poche, les labyrinthes financiers, les prestataires amis bénéficiaires de juteux contrats ont prospéré jusqu'à ce que la commission de contrôle du financement de la vie politique et la justice commencent à s'en mêler (lire par exemple ici et également ici). Les socialistes ne sont pour leur part aucunement quittes avec le désormais fantôme Cahuzac. Les multiples affaires locales, d'Hénin-Beaumont à Marseille – où le présumé malfrat Jean-Noël Guérini opère toujours à la tête du conseil général –, montrent combien le mal a diffusé et est profond.

Avec les multiples affaires judiciaires qui le cernent désormais, Nicolas Sarkozy est sur le point de devenir le meilleur pédagogue des dangers et folies de nos institutions comme de l'absence de réels contrepouvoirs aux dérives qui engloutissent la politique et dépossèdent les citoyens. La révélation par Mediapart du contenu des écoutes judiciaires opérées sur le téléphone de « Paul Bismuth » , fausse identité de Nicolas Sarkozy, vient mettre un coup d'arrêt aux nombreuses manœuvres de diversion tentées depuis deux semaines par les amis de l'ex-chef de l'État. Passons sur la vulgarité d'un Jean-François Copé dénonçant « une entreprise d'espionnage politique » quand ces écoutes furent ordonnées par des juges d'instruction indépendants en charge depuis un an de l'enquête sur les financements libyens de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Et venons-en à l'opération que l'UMP a failli réussir, non sans la complicité ou le conformisme suiviste de bon nombre de médias : créer une

affaire dans l'affaire sur le thème du « qui savait quoi ? », de la chancellerie à l'Élysée en passant par l'Intérieur. Les réponses désordonnées de Christiane Taubira, tout comme les relations compliquées qu'elle entretient avec une partie de son cabinet, n'ont certes pas aidé à comprendre ou à convaincre que nous serions enfin entrés dans une nouvelle ère : celle où policiers et juges peuvent travailler sans entrave et sans avoir à rendre compte de manière détaillée à leur hiérarchie.

Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée sous Sarkozy, était lui informé en direct des procès-verbaux d'interrogatoire de l'ex-comptable des Bettencourt, Claire Thibout, ce qui l'autorisait à déclencher pressions et manœuvres. On peut sans doute mettre au crédit de ce pouvoir d'avoir rompu avec de telles scandaleuses pratiques qui bafouent ce principe de base de la République, la séparation des pouvoirs. Et il faut à tout coup s'indigner de ce penchant d'une partie de nos médias à être toujours plus va-t-en-guerre que les plus guerriers (l'unanimité de caserne qui salua le déclenchement de la guerre en Libye) et plus présidentialistes que les présidents eux-mêmes. Bon baromètre de ce conformisme obtus de nos autoproclamés « journalistes-polémistes », ignorant du détail des affaires comme des procédures judiciaires, Éric Brunet a une fois de plus franchi le mur du çon en un seul tweet :

À son image, nos éditorialistes s'indignent désormais que le sommet du pouvoir puisse ou, pis encore à leurs yeux, souhaite être tenu dans l'ignorance du développement de telle ou telle procédure. Que le gouvernement et l'Élysée soient informés de l'ouverture d'une information judiciaire, le 26 février, qui vise l'ancien président de la République pour des faits graves – trafic d'influence, violation du secret de l'instruction –, sans pour autant connaître le contenu et l'avancement de l'enquête, est même considéré comme un simple « amateurisme » comme s'en indigne le quotidien Le Monde qui, dans son éditorial du 13 mars, conclut ainsi : « La ministre de la justice est disqualifiée (...) Le premier ministre est entraîné dans cette chute (...) le chef de l'État lui-même est interpellé. »

Une triple crise

Les écrans de fumée enfin déchirés et l'affaire apparaissant désormais pour ce qu'elle est – un immense scandale d'État dont l'acteur principal est Nicolas Sarkozy –, nos éditorialistes feraient mieux de se mobiliser pour l'essentiel : l'urgence d'un grand chambardement institutionnel.

Depuis sa création, Mediapart, à travers ses révélations mais aussi par ses positions éditoriales, a documenté combien Nicolas Sarkozy a poussé jusqu'à l'incandescence la triple crise de notre République. Une crise des institutions de la Ve République d'abord : crise renforcée encore par l'« inversion du calendrier électoral » (les élections législatives derrière l'élection présidentielle) qui renforce encore sa dimension monarchique. Une fusion de la politique et des affaires, ensuite : c'est depuis une quinzaine d'années la prise de pouvoir d'une oligarchie politico-financière où les Bolloré, Bouygues, Arnault, Dassault, Lagardère, Pinault, Niel et quelques autres sont de fait devenus des acteurs politiques, d'autant plus puissants qu'ils tiennent les principaux médias de ce pays. Une crise de la décentralisation, enfin, devenue fabrique à corruption et à conflits d'intérêts tant sont faibles les limites posées aux pouvoirs locaux (en termes de limitation des mandats, de contrôles préfectoraux, de pouvoirs des chambres régionales des comptes, de droit des oppositions...).

Pour réduire les fractures ouvertes par ces crises, ouvertures dans lesquelles s'engouffre le FN, la réforme de la justice est un préalable, même si elle ne peut suffire. Il y a bientôt quatre ans, le 14 juillet 2010, Mediapart lançait un «Appel pour une justice indépendante et impartiale» (il est ici). Il s'agissait alors de dénoncer le verrouillage par le pouvoir, via le parquet de Nanterre et un procureur aux ordres, de tout développement judiciaire du scandale Bettencourt. « Le discrédit jeté sur notre justice ne doit plus durer », disait cet appel signé alors par plus de 40 000 personnes.

LAPRESSEENREVUE.EU

Philippe Courroye, lorsqu'il était procureur de Nanterre. © Reuters

Le discrédit demeure et vient aujourd'hui frapper directement la Cour de cassation, l'une des plus hautes institutions judiciaires de ce pays. Patrick Ouart, conseiller justice à l'Élysée de Nicolas Sarkozy (il pantoufle aujourd'hui au groupe LVMH de Bernard Arnault), avait sous contrôle Philippe Courroye, procureur de Nanterre. Thierry Herzog, avocat du même Sarkozy, est lui l'officier traitant du premier avocat général à la Cour de cassation, Gilbert Azibert, qui lui-même entretient contacts et pressions auprès de trois autres conseillers. Azibert qui fut nommé ministre-bis de la justice, sous Rachida Dati, sur l'amicale recommandation de Patrick Ouart, entre autres, et qui vise une aimable reconversion dorée à Monaco grâce au soutien de l'ex-chef de l'État...

L'indépendance du parquet, la limitation de ses prérogatives au bénéfice de juges d'instruction travaillant collégialement, la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et des procédures de nomination sont désormais des impératifs. Les affaires Sarkozy (une demi-douzaine de procédures le visant lui ou ses proches) l'illustrent quotidiennement.

Mais il est un autre chantier à mettre en œuvre qui est de renverser cet « État profond » méticuleusement construit par la droite de 1995 à 2012. Car là encore, outre ses relais au sein de la justice – comme il a construit de puissants leviers chez les avocats et dans le monde des affaires –, Nicolas Sarkozy nous dévoile bien involontairement qu'il contrôle encore une partie de l'appareil policier. Pendant près de vingt ans, son fidèle Claude Guéant a, depuis le ministère de l'intérieur ou le secrétariat général de l'Élysée, soigneusement modelé l'appareil policier et de renseignement.

Démonstration vient d'en être faite avec la publication par Mediapart des écoutes judiciaires de Brice Hortefeux : on y découvre le patron de la police judiciaire parisienne, Christian Flaesch, préparer en toute illégalité l'ancien ministre de l'intérieur à sa future audition par les juges dans l'affaire des financements libyens. C'est également une « taupe » que revendiquent avoir Thierry Herzog et Nicolas Sarkozy, en mesure de les prévenir d'une possible perquisition dans les locaux de l'ancien chef de l'État.

Justice, police mais également haute administration des finances : la Sarkozie a investi

ces lieux de pouvoir stratégiques, désormais instrumentalisés ou privatisés pour la sauver des scandales et des poursuites. La droite dénonçait « l'État PS » sous Mitterrand, la gauche s'en prenait à « l'État RPR » sous Chirac. Il s'agissait alors de contester des nominations, non de souligner l'installation de l'impunité et de la toute-puissance au cœur de l'État.

C'est cet élément nouveau dont doivent désormais se saisir à bras-le-corps les responsables politiques. « Dépolitiser » la haute fonction publique, donc la renvoyer à son seul devoir de servir la République, ne signifie pas pour autant purges et limogeages en série. Revoir les procédures de nominations, en en faisant la publicité et l'examen contradictoire, interdire drastiquement le pantouflage dans le privé, libérer ces hauts fonctionnaires d'un devoir de réserve qui est aujourd'hui une machine à soumettre, changer le recrutement des cabinets ministériels : ces simples mesures – et beaucoup d'autres ont été proposées – aideraient à rompre le lien qui fait qu'une carrière de haut fonctionnaire peut difficilement se faire sans appui politique privilégié.

Les socialistes se trompent lourdement s'ils estiment que le naufrage judiciaire désormais probable de Nicolas Sarkozy peut assurer leurs victoires électorales de demain. Ils seront entraînés par le fond avec lui et avec une partie de la droite s'ils n'engagent pas rapidement de spectaculaires et profondes réformes pour assurer aux citoyens la première des garanties démocratiques. Un État de droit, un État impartial.

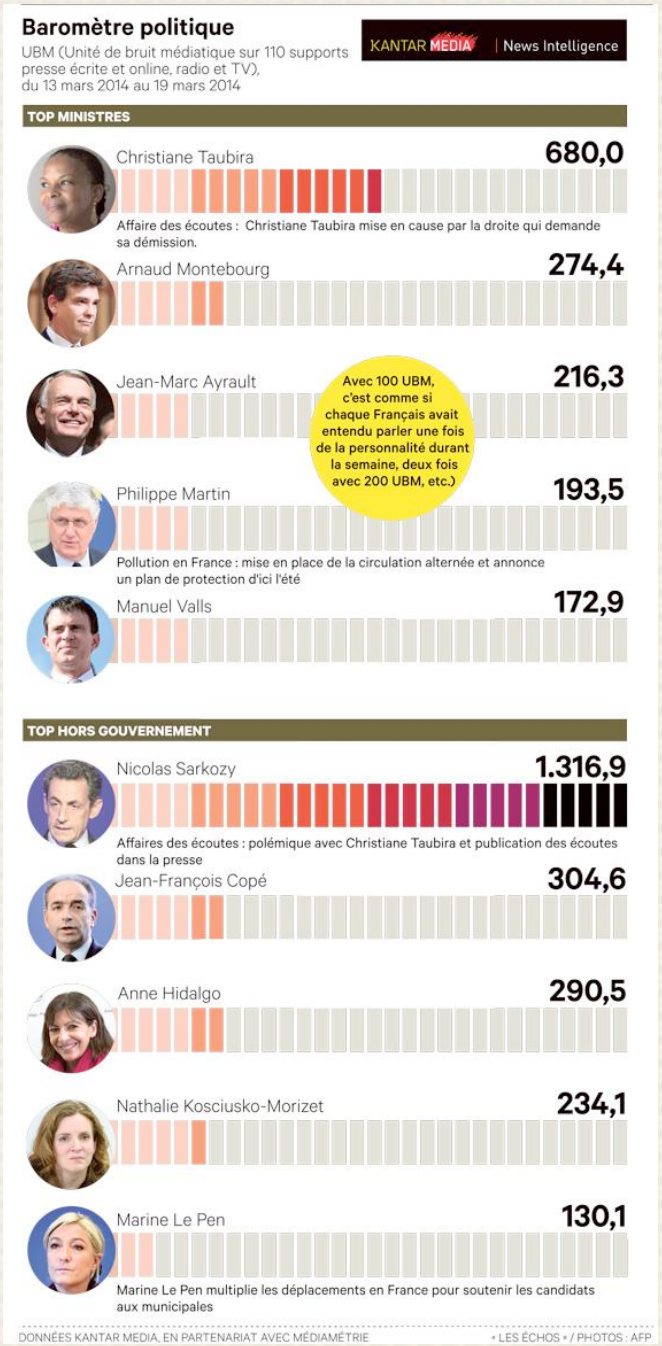
mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Taubira et Sarkozy en tête des politiques les plus médiatisés

Par Les Echos

Sans surprise, Christiane Taubira et Nicolas Sarkozy sont les stars des médias cette semaine avec l'affaire des écoutes qui concerne tant la ministre de la Justice que l'ancien président de la République, selon le baromètre hebdomadaire exclusif réalisé par Kantar pour «Les Echos».



III) Municipales 2014 : allez-vous voter pour un candidat cumulard?

Allez-vous voter pour un candidat cumulard ?

latribune.fr

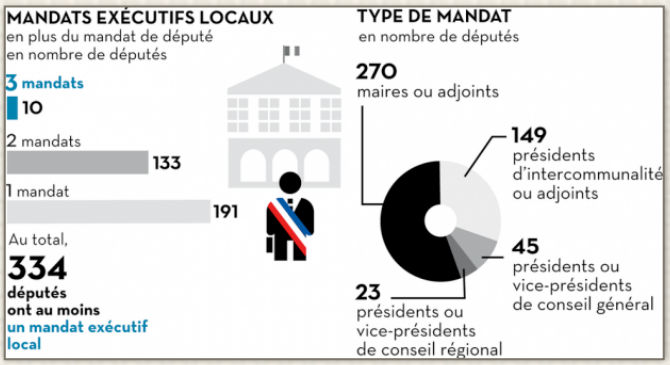
L'adoption définitive de la loi sur le non cumul des mandats est une avancée démocratique claire et courageuse, même si la mise en place est compliquée. Le texte de loi obligera en 2017 les élus à choisir entre leur siège de député ou de sénateur et leur mandat exécutif local comme celui du maire.

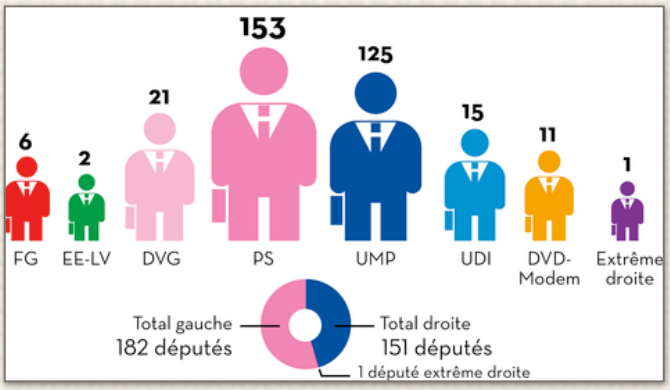
Le long feuilleton de la loi sur le non-cumul des mandats s'est terminé, mi janvier, avec l'adoption définitive par le Parlement des deux projets de loi : le premier interdit le cumul de fonctions exécutives locales - maire notamment - avec un mandat de député ou de sénateur à partir de 2017. Le deuxième, similaire, concerne les parlementaires européens, à partir de 2019.

Trois ans de sursis

Selon Libération qui a illustré les résultats de son enquête avec des infographies, si 334 députés sur 577 cumulent deux mandats, ils seraient 143 à en cumuler trois ou quatre. Ce qui concernerait donc près d'un parlementaire sur 4.

Libération notait d'ailleurs que les députés socialistes étaient plus nombreux à cumuler plus de deux mandats, comme le montre le schéma ci-dessous.





Retrouvez sur les deux cartes les candidats cumulars

Carte pour les départements de l'Aine jusqu'à la Saône-et-Loire

https://mapsengine.google.com/map/u/0/edit?mid=zFPYe7J4K82s.kcFt2SToL7l4

Carte pour les départements de la Sarthe jusqu'au Territoire de Belfort, et l'ensemble de l'Ile-de-France

https://mapsengine.google.com/map/u/0/edit?mid=zFPYe7J4K82s.k2Cs92Zj0W2c

latribune.fr

IV) A Hénin-Beaumont, le FN n'a pas encore gagné

Le Monde-Florence Aubenas

La journée de voté à Hénin-Beaumont, le 23 mars. | CYRIL BITTON/French-politics pour "Le Monde"

Vu de Paris, Hénin-Beaumont est un cas plutôt simple : le candidat du Front national, Steeve Briois, devrait se faire élire maire sans problème, en un tour ou deux. Tout devrait lui profiter dans cette ville, dévastée par les crises successives : les dissensions à gauche, les détournements de fonds publics à la mairie avant 2009, une droite classique sans consistance ou encore le bassin minier, rendu exangue par le chômage.

Bref, Steeve Briois sera maire de Hénin-Beaumont, capitale médiatique du Pas-de-Calais depuis que le Front national en a fait sa vitrine voilà quelques années. Vu de Hénin-Beaumont même, le cas paraît pourtant moins simple : « C'est sûr, mais pas si sûr », expliquent les politologues locaux. Ici, tout le monde se souvient des élections législatives de 2012, où le débat s'était focalisé sur la course des poids lourds, Marine Le Pen (FN) contre Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche), oubliant le soldat inconnu, Philippe Kemel, candidat socialiste, finalement élu avec seulement 150 voix de plus que le Front national.

A Hénin-Beaumont, les creux, les bosses, les gouffres trouent le paysage politique. Quel que soit le résultat, les pronostics se font à mi-voix et on redoute les coups du sort autant que ceux des hommes, les surprises et le suspens. « La journée va être longue, dit un assesseur dans un bureau de vote du centre. J'ai peur de ce qui va sortir de tout ça. »

A 10 heures, au bureau de vote de l'école Guy Mollet, l'ambiance ressemble à un bureau de vote normal du bassin minier, c'est-à-dire n'importe où ailleurs qu'à Hénin-Beaumont : une ambiance paisiblement familiale, sans bousculade ni journaliste, ou à peine quelques-uns. Une femme vient d'arriver, toute en noir, dans un élégant nuage de parfum. Voix flûtée et posée d'ancien professeur de lettres : « Le soleil brille dans le ciel et dans les cœurs. »

On la salue avec respect. Puis, comme on s'excuse, elle murmure : « Cela fait 74 ans que je vis à Hénin. Je suis plus connue que mon mari. » De fait, le voila, incognito ou presque, sans apprêt particulier, Eugène Binaisse, principal de collège à la retraite et maire sortant. Rien ne l'y prédestinait, on dirait même qu'une des blagues de Coluche a été inventée spécialement pour lui : « Celui-là est arrivé premier à un concours de circonstances. » Concours malheureux en l'occurrence, puisque Binaisse doit son fauteuil de maire depuis 2010 à un accident de santé en plein mandat de son prédécesseur.

Officiellement, Binaisse n'a pas d'étiquette, mais le Parti socialiste mise à fond sur cet homme qui fuit la lumière, se faisait prier il y a encore deux mois pour se présenter en tête de liste et renâcle à serrer les mains. Parmi les journalistes circule une de ses répliques : « A mon âge, je ne vais pas me jeter sur des gens que je ne connais pas », aurait-il dit sur le marché. « Pour nous, sa fraîcheur et sa probité sont des atouts », dit Stéphane Filipovitch, envoyé par le PS pour appuyer sa campagne. « Nous avons voulu une attitude d'humilité dans cette ville. »

UN PARTI SOCIALISTE DISCRET

A vrai dire, le Parti socialiste a des raisons de rester modeste dans le Pas-de-Calais : la fédération a été mise sous tutelle pour suspicion de détournement de fonds public. Binaisse est aussi soutenu par les Verts comme par le Parti communiste, rallié de la dernière heure, provoquant l'éclatement du Front de gauche et le retrait outré des partisans de Jean-Luc Mélenchon.

A 10 h 10, Binaisse quitte le bureau de vote, tout aussi discrètement. Une femme l'embrasse. Elle glisse : « Je suis avec lui », mais refuse de donner son nom. « Mais je serais aussi discrète pour n'importe quel candidat : ici, il n'y a que des votes honteux. »

A 11 heures, au bureau de vote de la rue Jean-Jacques Rousseau, le mur de caméras et d'appareils photo est dressé depuis longtemps. Deux assesseurs contrôlent les cartes électorales à l'entrée. « Le scrutin peut se jouer à la voix près, on nous a demandé d'être très procéduriers », précise l'un d'eux.

Une militante annonce : « Notre chef arrive dans cinq minutes. » Elle veut parler de Marine Le Pen. L'image de la ville colle tellement à celle de la dirigeante du FN que des gens appellent parfois la mairie pour demander à lui parler, tout étonnés d'apprendre qu'elle n'est ni maire ni même élue. Juste électrice. Aujourd'hui donc, elle accompagne Steeve Briois, le candidat officiel : les derniers sondages le créditent de 44 % au premier tour et 52 au second.

Curieusement, Briois, 41 ans, n'est pas non plus un animal charismatique. Marine Le Pen le présente volontiers comme le « gendre idéal », « l'enfant du pays », ravie d'avoir à exhiber un candidat avec si peu d'aspérités. Briois est né là, connaît tout le monde, ne rate pas un banquet des anciens combattants, un après-midi dansant des seniors, un loto ou un banquet contre le cancer. Avec n'importe quel autre dossard politique, sa fadeur serait désespérante, mais sa seule appartenance au FN lui confère de la dureté, une auréole de souffre, voire du mystère, d'autant qu'il y milite depuis l'adolescence, époque où il était encore inavouable de voter autrement qu'à gauche dans le bassin minier.

Dans le volet culturel de son programme, Briois propose notamment de faire « une bourse aux armes ». « Je fais confiance aux électeurs », annonce Marine Le Pen, en sortant. Le coin des rideaux de dentelle blanche se soulève discrètement le long des façades de brique pour la regarder remonter la rue, au milieu d'une nuée de journalistes. A 12 heures, au bureau de vote de la salle des fêtes, s'avance Gérard Dallongeville, maire jusqu'en 2009 et condamné à trois ans de prison en 2013 pour détournement de fonds, accusé d'avoir laissé la ville exsangue, avec plusieurs dizaines de millions d'euros de dette.

FORTE MOBILISATION

C'est notamment en dénonçant ces pratiques que Steeve Briois a gagné ses galons et c'est en lui succédant que Binaisse a décroché les siens. C'est pourtant encore à lui que les habitants continuent à donner du « Monsieur le maire », le remerciant, l'un pour « le logement », l'autre, « pour le travail ». Un temps socialiste, Dallongeville représente ici une certaine manière de faire de la politique, qui a repris les habits du paternalisme patronal, pourvoyant à tout, santé, éducation ou emploi. Dans une ville de 26 000 habitants, la mairie compte, notamment depuis son passage, le nombre ahurissant de 750 employés.

En septembre, le retour et la candidature de Dallongeville ont fait l'effet d'une bombe en ville. Comme Binaisse, il répète aujourd'hui que son principal adversaire est, évidemment, le Front national. Mais c'est l'un envers l'autre que les deux hommes réservent pourtant leurs mots les plus cruels. Les sondages le créditent de 9 % des scrutins, mais la possibilité que Dallongeville dépasse les 10 %, – et donc puisse se maintenir au second tour – est une des grandes inconnues de la journée.

Florence Aubenas (Pas-de-Calais, envoyée spéciale)
Journaliste au Monde

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Municipales 2014 : Briois (FN) élu maire de Hénin-Beaumont dès le 1er tour

Pascal Dronne et l'ensemble de la rédaction

Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), dimanche. Steeve Briois est élu maire avec 50,26 % des voix dès le premier tour. | AFP

Les 926 068 candidats aux municipales 2014 sont quasiment tous fixés. 44,8 millions d'électeurs -- dont plus de 280 000 ressortissants de l'Union européenne -- ont été appelés aux urnes dans les quelque 36 700 communes de France, ce dimanche, pour le premier tour du scrutin.

Facteur-clé de la consultation, le taux d'abstention devrait battre un record.

La participation était de 54,72 % à 17 heures contre 56,25 % en 2008 à la même heure.

20h59. Steeve Briois élu maire de Hénin-Beaumont. Le candidat FN obtient 50,26 % des voix.

20h52. François Fillon réaffirme la règle du «ni ni». L'ancien Premier ministre explique que pour l'UMP vis-à-vis du FN, «aucun désistement» et «aucune alliance».

20h51. Marion Maréchal-Le Pen satisfaite. «Nous faisons le meilleur score du département dans ma ville, explique la députée FN en parlant de la ville de Sorgues (Vaucluse). Notre électorat à sa dynamique propre, nous ne renverrons pas nos électeurs vers l'UMP. Au vu de nos scores, il n'est pas exclu que nous soyons capables de gagner seuls. Ces scores exceptionnels sont réalisés avec un taux de participation supérieur au reste du pays, ce qui montre que l'argument qui dit que l'abstention favorise le FN est faux.»

20h50. Bayrou ému. Devant ses militants qui l'applaudissent chaleureusement, François Bayrou a décrit «une émotion». «Etre à ce point soutenu par les électeurs, les Palois et les Paloises, avec près de 42 % des voix, c'est pour moi une émotion très grande», déclare le président du Modem d'une voix chevrotante.

20h47. Gérard Trémège (UMP) est réélu maire de Tarbes. Avec 52,96 %, il conserve son siège à l'issue du premier tour.

20h45. La secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), Emmanuelle Cosse, a fait part de «sentiments contrastés» à l'issue du premier tour, entre les «bons résultats» des écologistes, notamment les listes autonomes, et une «grande préoccupation» face à l'abstention et au «niveau très élevé de l'extrême droite».

20h41. Florian Philippot en tête à Forbach (Moselle). «Je suis en tête à Forbach avec 36 % des voix devant le député maire sortant socialiste qui est à 33 %», affirme le candidat FN. Au niveau national, «ce sont d'excellents scores, nous

sommes très souvent en tête dans les grandes villes». «Nous sommes en train de démontrer que le vote FN est aussi un vote local. Je pense que nous avons de fortes chances d'avoir des mairies, des communes», se félicite-t-il.

20h40. Le porte-parole du PS, David Assouline, a regretté «l'abstention importante» et la «hausse inquiétante» du Front national. Il a appelé, pour le deuxième tour, à «mobiliser les abstentionnistes de gauche», à «tout faire pour empêcher» le FN «de conquérir des villes» et à faire élire les équipes marquées par «la solidarité» ou encore le «sérieux de gestion».

20h38. Claude Bartolone souligne le «fort taux d'abstention». «Les électeurs savent que le FN a changé de tête mais pas le cœur de son programme. Il y a eu une volonté de retenue dans ce premier tour», note le président de l'Assemblée nationale sur TF1.

20h37. Cécile Duflot pense déjà au second tour. «C'est une élection qui n'est pas jouée, assure la ministre du Logement sur TF1. Il y a une nécessité de mobilisation. Une élection n'est pas terminée avant la fin des votes.»

20h35. Flopée de réactions sur Twitter. Corinne Lepage, la présidente de Cap21, Anne Hidalgo, la candidate socialiste à la mairie de Paris, Lionel Tardy, député UMP de Haute-Savoie, ou encore Aurélie Filippetti, la ministre de la Culture, ont tweeté.

leparisien.fr

A Suivre...
La Presse en Revue